

**DU «CHAOS CONSTRUCTIF»
A L'«ENTROPIE CROISSANTE»
PERSPECTIVES 2008 AU MOYEN-ORIENT**

PAR

CHRISTIAN NACKHLÉ (*)

Cinq ans se sont déjà écoulés depuis le début de l'intervention de la coalition en Iraq. Avec le «désastre» qu'aura représenté cette crise, c'est l'ensemble du Moyen-Orient qui semble être entré dans une zone de turbulences, lesquelles génèrent, dans la «thermodynamique régionale», non pas le «chaos constructif» attendu, un temps, par l'administration américaine, mais une «entropie croissante».

Tandis que la campagne présidentielle américaine annonce déjà une future administration engagée dans une dynamique d'«après-guerre», dans un reflux prévisible des troupes d'Iraq et dans la reconstruction d'une image largement dégradée sur la scène internationale, le Moyen-Orient semble se faire l'écho ou le révélateur d'une crise sans précédent du *leadership* américain dans la région. En l'absence d'un acteur international capable de servir d'arbitre, de gendarme et d'émulateur, c'est l'ensemble du Moyen-Orient qui semble s'être inscrit dans un marasme croissant, préoccupant et porteur de troubles majeurs susceptibles de déborder du strict cadre régional. Les Etats-Unis demeurent certes «la» puissance militaire et politique maîtresse dans la région, en mesure de marquer des points et de servir d'ultime recours. Cependant et paradoxalement, Washington semble tout aussi incapable à lui seul de formuler une «vision» claire de sa stratégie et de remplir un cahier des charges complexe (sécurité d'Israël, non-prolifération, désarmement, démocratisation, stabilité régionale, sécurisation du marché pétrolier, *etc.*) dans un environnement où sa crédibilité et son autorité sont rudement mises à l'épreuve.

L'«arc de crise», qui s'étend des confins de l'Iran – voire désormais du Pakistan et de l'Afghanistan – jusqu'aux rives méditerranéennes du Liban, en traversant l'Iraq, la Syrie et les Territoires palestiniens, semble devoir s'inscrire dans la durée et de manière structurelle, en dépit de quelques avancées conjoncturelles (Annapolis, baisse relative de la violence en Iraq). Le constat de «poussissement généralisé» des crises se confirme, avec une exacerbation croissante des tensions qui opposent un monde sunnite, majo-

(*) Chargé de mission au Centre d'analyse et de prévision du ministère des Affaires étrangères (France).

ritaire numériquement mais qui se vit comme minoritaire politiquement depuis la chute de Saddam Hussein, et un «croissant chiite» restructuré autour d'un Iran puissant, confiant dans son avenir et soutenu par des revenus pétroliers capables pour l'heure d'éponger des choix économiques désastreux qui engagent l'avenir du pays.

Les Etats-Unis et, derrière eux, Israël ainsi qu'une fraction croissante de l'Occident ne s'y sont pas trompés. L'«ennemi iranien» est clairement désigné dans l'ensemble des discours tenus par Washington dans l'espoir de drainer des alliés dans une vaste coalition «anti-iranienne». L'Iran, de son côté, dans une surenchère croissante, conscient des opportunités que lui offre l'enlisement de Washington en Iraq et en Afghanistan, constate, avec d'autres acteurs régionaux, la versatilité de la Maison-Blanche, amenée à revenir sur sa politique de démocratisation – depuis la victoire du Hamas aux élections de janvier 2006 en Palestine – et, à la faveur de la publication du rapport de ses services de renseignement (1), à conforter l'Iran dans sa capacité à surmonter un régime de sanctions, privé – temporairement – de la menace ultime de frappes armées.

Ces attermoissements sont interprétés par tout un ensemble d'acteurs «opportunistes» dans la région, étatiques et non étatiques, comme des aveux de faiblesse face à des crises en partie asymétriques, toutes interdépendantes, rendant illusoire toute approche segmentée ou cloisonnée. Le temps érode désormais des positions occidentales héritées d'un passé qu'il convient aujourd'hui de sonder dans l'épaisseur de l'histoire : ce sont les équilibres hérités de 1918, de la chute de l'Empire ottoman et des accords Sykes-Picot qui sont aujourd'hui profondément ébranlés, au point même de lézarder un ciment encore plus ancien, remontant aux frontières de 1639 (Traité de Qasr El Sherin) séparant les Sunnites ottomans (en Iraq) des Chiites safavides (en Iran). Le rapport de force semble aujourd'hui profiter à des acteurs – Iraniens chiites ou djihadistes sunnites – hostiles aux «néo-croisés» et au «grand Satan» : en premier lieu, les Etats-Unis, mais également leurs alliés dans la région.

Même s'il convient de se garder de tirer de hâtives conclusions, nous sommes aujourd'hui objectivement confrontés à un «maillage des crises» qui, au lieu de se réduire, gagne, d'une part, en envergure en s'étendant encore plus d'Est (Afghanistan, Pakistan, monde musulman asiatique) en Ouest (mutualisation d'Al Qaïda au Maghreb) et semble devoir, d'autre part, s'installer dans la durée.

(1) Il s'agit du National Intelligence Estimate (NIE) portant sur le dossier nucléaire iranien, qui, rendu public le 3 décembre 2007, stipule, entre autres, l'interruption (*halting*) du programme militaire nucléaire iranien, la non-utilisation par Téhéran du site de Natanz à des fins militaires et l'arrêt de «certaines» activités de recherche et de développement en matière nucléaire en Iran.

UNE ENTROPIE CROISSANTE

Des Etats-Unis incapables de gagner les guerres, incapables d'imposer la paix

C'est le constat qui est fait dans la région, notamment dans les monarchies sunnites du Golfe, chez les modérés arabes et par certains en Israël, où on s'inquiète aujourd'hui publiquement de la confusion qui aura régné à la Maison-Blanche durant les deux mandats du président G.W. Bush dans la définition d'une stratégie et d'une vision claires et réalistes dans la région.

Bien entendu, c'est au dossier iraquien et aux erreurs commises par l'exécutif américain dans la gestion de l'après-guerre que partenaires et alliés des Etats-Unis songent tout particulièrement. Le «désastre iraquien» aura drastiquement modifié la donne et le positionnement américain au Moyen-Orient, engendrant et diffusant dans l'ensemble du monde arabe violence et radicalisme et polarisant et fragmentant communautés, cultures et sociétés. Au total, si les Etats-Unis continuent d'énoncer des «objectifs circonscrits», c'est l'absence de «vision globale» dans les dossiers régionaux – en particulier en Iraq – et l'attitude de déni des responsables américains (2) qui portent aujourd'hui un réel problème de crédibilité et d'autorité de Washington au Moyen-Orient.

La responsabilité des néo-conservateurs américains, certes aujourd'hui en perte de vitesse aux Etats-Unis, dans les choix qui auront été opérés est engagée, en raison de décisions souvent prises de manière unilatérale, une approche globale et indifférenciée – «lutte contre le terrorisme» –, épousant volontairement une vision manichéenne du monde et des relations internationales – «l'axe du mal», «le conflit des civilisations». Au-delà de cette politique, c'est le ton et les attitudes de l'exécutif américain qui auront été considérés dans la région comme profondément inamicaux et hostiles au monde arabe et musulman. C'est du moins la perception qu'en ont les partenaires arabes de Washington, qui reprochent aux Américains une forme d'«autisme», une méconnaissance du terrain, ainsi qu'une brutalité assumée dans leurs rapports avec le monde extérieur.

C'est toutefois l'absence de perspectives claires et capables de ramener l'ordre en Iraq qui alarme les principaux acteurs dans la région, à commencer par les voisins les plus exposés de l'Iraq.

L'Arabie saoudite et les Sunnites du Golfe considèrent en effet avec appréhension toute prise de contrôle durable du pouvoir central à Bagdad ou dans un «chiistan» autonome du sud du pays, par des Chiites irakiens – 60 % de la population totale – porteurs, à terme, d'un modèle de civilisation

(2) Il aura fallu attendre le 7 décembre 2006 pour que le secrétaire d'Etat à la Défense, Robert Gates, admette publiquement que les Etats-Unis n'étaient pas «en train de gagner la guerre».

et d'organisation politiques perçu comme hostile. Dans ce contexte, le dilemme de la présence américaine demeure grand : sans le soutien américain, la « fiction » du gouvernement central iraquien s'effondrerait – or, il s'agit pour les Sunnites du Golfe d'un pis-aller; avec le maintien des Américains dans le pays, subsiste un puissant carburant du djihadisme et du salafisme, qui continue d'alimenter la violence du discours et des actes d'Oussama Ben Laden et de ses affidés depuis la première guerre du Golfe. Quant aux groupes insurgés en Iraq, la plupart d'entre eux rejettent l'idée de toute réconciliation nationale sous « occupation étrangère ».

La Jordanie et la Syrie sont quant à elles soumises à une pression croissante de réfugiés irakiens – plus de 2 millions d'individus –, tandis que l'Égypte et le Maghreb paraissent particulièrement vulnérables face à la menace terroriste qui, depuis le foyer iraquien, irradie la scène régionale.

La Turquie, qui elle-même compte 20 millions de Kurdes nationaux, montre des signes d'inquiétude en raison du danger que représenterait toute autonomie incontrôlée du Kurdistan iraquien, de la base arrière qu'il pourrait représenter pour le PKK et de la capillarité porteuse de risques, à terme, des frontières qui séparent les Kurdes turcs des Kurdes barzanistes (3). A ce titre, le feu vert donné par le Parlement d'Ankara, en novembre dernier, autorisant l'armée turque à intervenir militairement en territoire iraquien est lourd de conséquences (4).

L'Iran qui, certes, assiste avec satisfaction à l'enlisement des États-Unis dans le borbier iraquien, n'aurait en même temps aucun intérêt à ce que ce dernier se solde par l'implosion du pays selon des lignes de partage ethniques capables, entre autres, de contaminer sa propre région frontalière – le Khouzistan.

Au total, les décisions prises par Washington semblent souffler le chaud et le froid, avec des décisions en accordéon, les annonces d'une réduction des forces américaines – 20 000 hommes d'ici l'été 2008 – succédant aux renforts injectés par le « *surge* » de l'hiver 2007 (5). Les forces engagées directement ou indirectement en Iraq (Iran, Arabie saoudite, Syrie, voire Libye par la livraison d'armes aux groupes sunnites) s'inscrivent quant à elles dans une logique de crise durable, même s'il n'est dans l'intérêt d'aucun de ces acteurs de pousser le pays plus loin dans le chaos. C'est justement ce

(3) L'osmose entre les deux parties de la frontière semble déjà fort avancée, en raison d'une langue commune, le kurmanji, qui a supplanté l'arabe et le turc – alors que le Kurdistan de Talabani pratique le dialecte sorani –, des contrebandes, du déplacement de population, des intérêts politiques croisés – menaces de soulèvement au Diyarbakir si les Turcs interviennent dans le Kurdistan iraquien –, etc.

(4) D'ores et déjà, depuis décembre 2007, différents raids et incursions terrestres limités turcs ont fait craindre une escalade de la violence dans le Kurdistan iraquien.

(5) En réponse au rapport Baker-Hamilton de décembre 2006 prônant un désengagement militaire progressif à partir de 2008 et la recherche d'une solution politique au conflit iraquien, notamment en engageant un début de dialogue avec la Syrie et l'Iran, la Maison-Blanche a prôné une « nouvelle stratégie » pour l'Iraq en février 2007, en lançant l'opération « Imposer la loi » et en quintuplant notamment la présence militaire américaine à Bagdad.

dosage subtil de désordre et de contrôle qui continue de maintenir une instabilité chronique en Iraq et n'a cessé de mettre les Etats-Unis face à un choix difficile : amorcer un reflux programmé des troupes américaines ; faire le pari de la maîtrise encore possible par les GI's de la situation à condition de leur en donner les moyens.

C'est donc sous cet éclairage que les Etats-Unis sont perçus à la fois comme un recours nécessaire et ultime, attendu en 2008, encore capable d'impulser une nouvelle dynamique dans le dossier israélo-palestinien, et comme un acteur faillible et aveuglé. C'est tout le paradoxe du positionnement des Etats-Unis dans une région qui a perdu tout réel espoir de «réveil américain» en cette fin de second mandat du président G.W. Bush et qui se place désormais dans l'attente d'un «sursaut» post-électoral de la future administration – démocrate – américaine.

Fragmentation et polarisation de l'espace politique et social au Moyen-Orient

C'est bien entendu en Iraq que la déstructuration sociale et politique est la plus prononcée. On assiste depuis 2003, en dépit de périodes de calme relatif, à une confrontation généralisée inter- et intra-communautaire, qui éloigne toute perspective de réconciliation. Jadis fermement vissé à un pouvoir central, l'Iraq est désormais taraudé par une guérilla active et organisée, parfois hors des frontières de son territoire. Dans un pays qui compte 26 millions d'habitants, les chiffres parlent d'eux-mêmes et témoignent d'une situation préoccupante, voire alarmante, du sort de quelque 4 millions d'Iraqiens : plus de 2 millions d'Iraqiens ont trouvé exil dans des pays, la Syrie et la Jordanie, où ils sont de moins en moins tolérés et qui ne leur assurent aucun statut légal (6) ; 2,4 millions d'entre eux ont été déplacés au sein même de l'Iraq, les violences sectaires ayant largement contribué à une redistribution territoriale des communautés.

Ces évolutions sont d'autant plus alarmantes qu'elles semblent irréversibles : les Chaldéens prennent massivement la fuite d'un conflit qui les dépasse ; les zones urbaines sont soumises à une épuration ethnique implicite, continue et silencieuse, de centaines de milliers d'Iraqiens, entraînant une reconfiguration du pays sur des lignes ethno-religieuses (sunnites/chiites/kurdes) homogènes. A Bagdad, à quelques poches d'exception près, le Tigre sépare désormais la ville en deux, avec une rive droite sunnite et une rive gauche chiite. Les quartiers épurés de la ville sont entourés de murs de béton.

Les déplacements de population sont un facteur majeur de déstabilisation socio-économique et politique du pays. Ils renforcent directement et indi-

(6) L'attitude des autorités iraqiennes elle-même n'est pas exempte de tous reproches. Bagdad refuse ainsi que ses voisins accordent le statut de réfugiés à ses ressortissants.

rectement l'emprise des groupes extrémistes sur la population et favorisent une radicalisation des esprits. La recomposition des villes et régions, autrefois mixtes, en quartiers ou zones épurées, contribue également au renforcement des pouvoirs locaux aux objectifs sectaires et parfois violents. En cas de nouvelle dégradation, elle pourrait favoriser l'utilisation d'armements lourds contre les zones adverses.

Ainsi, c'est à une guerre civile qu'on assiste depuis deux ans en Iraq, avec une confrontation sunnite/chiite sanguinaire, qui représente pour l'ensemble de la communauté internationale un sujet de préoccupation majeur. A cela s'ajoute désormais une multiplication de conflits intra-communautaires qui transcendent toute logique de structuration religieuse ou ethnique du pays.

Cette polarisation des acteurs en Iraq est loin d'être une exception dans la région : si on écarte le cas de l'Egypte, la fragmentation des communautés et des espaces culturels est frappante et préoccupante sur l'ensemble de la zone.

Au Liban, c'est le spectre du communautarisme qui ressurgit aujourd'hui et qui semble devoir remodeler, dans une nouvelle configuration sunnite-chiite-chrétienne-druze, les équilibres de Taëf de 1989 (7). Jamais, depuis la fin de la guerre civile, la polarisation des communautés religieuses n'aura été aussi marquée qu'en ce début d'année 2008, avec des lignes de partage opposant frontalement aujourd'hui Sunnites et Chiites libanais, la communauté chrétienne étant quant à elle partagée entre ces deux pôles – aounistes pro-Hezbollah d'un côté et geageaistes pro-Hariri de l'autre.

En Syrie, c'est la majorité sunnite du pays, travaillée par les Frères musulmans, qui possède un réel potentiel déstabilisateur et vindicatif face à la minorité alaouite – proche du Chiisme – au pouvoir. Dans les pays du Golfe, les minorités ou majorité – Bahreïn – chiites revendiquent désormais plus de pouvoir aux régimes sunnites en place, rétifs à tout réel partage des responsabilités. Plus au Sud, dans la péninsule arabique – Yémen –, au sein des communautés zaïdites, certains se découvrent aujourd'hui une appartenance culturelle chiite et se revendiquent comme tels face à l'autre moitié sunnite du pays. En Palestine enfin, ce sont des clivages essentiellement politiques qui divisent désormais les territoires palestiniens en deux, avec une Cisjordanie plus ou moins soumise au contrôle du Fatah et une bande de Gaza « tombée » en juin 2007 sous le joug du Hamas. Ces clivages éloignent bien entendu toute perspective réaliste de constitution d'un État palestinien unitaire, viable et continu.

Les exemples pourraient se multiplier à l'envi, au sein même de chacune des entités étatiques ou infra-étatiques mentionnées ci-avant, tant les lignes de partage se sont multipliées et dessinent les pourtours d'autant de conflits potentiels qu'il y a de groupes politiques, tribaux ou religieux dans cette

(7) Les accords de Taëf de 1989 ont marqué la fin de la guerre civile au Liban. Cf. CAP, note C/07-059, « La 'libanisation' du Hezbollah : un Etat face à l'Etat », 24 déc. 2007.

région du monde. Aucun des Etats n'y échappe réellement, pas même aujourd'hui un Iran présenté trop souvent comme une puissance «compacte», alors que s'opposent en son sein une constellation d'acteurs, des Pasdarans aux réformateurs, mus par des intérêts et des visions contraires du monde.

A cette fragmentation des espaces se superpose une nouvelle ligne de fracture, qui transcende l'ensemble de la région et sur laquelle nous reviendrons plus loin : il s'agit d'un «choc» sunnite-chiite allant au-delà des clivages et des frontières traditionnels, s'inscrivant dans un cycle ininterrompu de conflits ayant opposé ces deux communautés religieuses depuis les grands schismes de l'Islam.

L'affirmation de l'Iran comme acteur stratégique régional

Ce triptyque de l'entropie ambiante au Moyen-Orient ne saurait être complet sans une mention de l'émergence et de l'affirmation de l'Iran comme une puissance régionale avec laquelle la communauté internationale doit désormais compter. La capacité d'ingérence de Téhéran dans le monde arabe se mesure désormais aussi bien en Iraq, en Syrie, au Liban que dans les Territoires palestiniens et certains affirment même auprès des communautés chiites de la péninsule arabique.

Ainsi, le réarmement du Hezbollah au nord du Litani depuis la guerre des 33 jours – été 2006 – et le soutien au Parti de Dieu tel qu'on le perçoit aujourd'hui dans la crise liée à l'élection présidentielle au Liban reposent en grande partie sur la volonté du régime des Mollahs de conserver dans le voisinage immédiat de la frontière nord-israélienne une force de dissuasion capable d'agir le moment venu pour défendre ses intérêts. Le soutien affiché de Téhéran au Hamas dans les Territoires palestiniens, en contrepoids du reste d'une Arabie saoudite qui demeure – somme toute – aux côtés d'Abu Mazen, apparaît comme une donne nouvelle dans l'équation du conflit israélo-palestinien. Aussi l'Iran participe-t-il indirectement aux conflits sur les frontières d'Israël, au sud comme au nord du pays.

En Iraq, l'Iran continue d'avoir aussi bien les moyens de tout faire échouer que d'aider à faire décliner l'intensité de la crise, voire à lui trouver une issue. Il est probablement le seul acteur régional à disposer de ces deux cartes et à être conscient qu'il n'existe pas aujourd'hui de solution en Iraq sans lui ou qui puisse se faire contre ses propres intérêts. Conscients de cette réalité, les Etats-Unis ont tenté à plusieurs reprises, à mesure que l'Iraq s'enfonçait dans le chaos, de solliciter la collaboration des Iraniens, à l'instar de la réunion tenue le 28 mai 2007 à Bagdad (8), certes improductive,

(8) Réunion «historique» le 28 mai 2007, à Bagdad, dans les bureaux du Premier ministre iraquien, M. Maliki, en présence de l'ambassadeur des Etats-Unis, Ryan Crocker, et de son homologue iranien, Hassan Kazemi-Qomi.

mais ayant eu le mérite de rassembler autour d'une table Américains et Iraniens. Pour un pays sorti humilié de la guerre qui l'opposait au régime de Saddam Hussein – à l'époque soutenu par l'Occident –, il s'agit d'une revanche spectaculaire prise sur une coalition sunnite et occidentale qui avait fait du bouclier iraquien l'avant-garde de la lutte contre la révolution islamique.

Outre sa dimension ouvertement provocatrice vis-à-vis de l'Occident, la crise nucléaire iranienne confirme de plus qu'un système d'équilibre régional ou de sécurité collective pourrait difficilement être mis sur pied dans la région sans l'Iran. La politique qui consistait, depuis la Révolution islamique, à isoler Téhéran de la scène régionale n'aura sans doute pas résisté à l'effondrement de l'Iraq et au renforcement mécanique d'un Iran débarrassé sur le front est de ses ennemis talibans.

Si les Etats-Unis et, avec eux, l'essentiel de leurs alliés occidentaux continuent de rechercher l'isolement de l'Iran – comme en témoigne la tournée du président G. W. Bush au Moyen-Orient en janvier 2008 –, les tentatives de marginalisation du président M. Ahmadinejad ont, depuis son accès au pouvoir en juin 2005, partiellement échoué. Sur la scène intérieure iranienne, en raison d'une tradition de consensus (9), le «populisme» d'Ahmadinejad le rend – somme toute – populaire (10), d'autant que le Président iranien bénéficie de l'appui persistant du Guide de la Révolution. Sur la scène régionale, l'Iran fait certes peur, mais il est ménagé, convié à la table des monarchies sunnites qui souhaitent l'apaisement plutôt qu'une confrontation globale avec Téhéran. Les exemples de démonstration de bonne volonté sont multiples, comme en a témoigné l'invitation d'Ahmadinejad au sommet du CCEAG à Doha en décembre dernier ou l'invitation du Président iranien au pèlerinage du Grand Baïram 2008 à La Mecque.

Au total, si la percée de l'Iran sur la scène régionale apparaît désormais comme une «contrainte» nouvelle pour les Sunnites modérés, elle s'articule fondamentalement autour de deux perspectives temporelles différentes. Sur les court et moyen termes, les Sunnites modérés parient sur la prééminence des Etats-Unis, qui demeurent les arbitres de la sécurité régionale, et tablent sur l'incurie de la gestion interne du régime iranien, qui pourrait difficilement, *mutatis mutandis*, assouvir son ambition de puissance tant le pays est mal géré, en situation de faillite économique – si ce n'est que les recettes en hydrocarbures dopent aujourd'hui artificiellement les finances

(9) Le discours d'Ahmadinejad, populiste et nationaliste, proche des «valeurs» de la Révolution islamique, se heurte toutefois aujourd'hui à toute une frange de «conservateurs pragmatiques» qui se sont rapprochés des réformateurs. Avec les élections municipales et du Conseil des experts en décembre 2006, depuis l'élection de Rafsandjani à la tête de l'Assemblée des experts en septembre 2007, une coalition d'intérêts semble se constituer autour de tous ceux qui, en Iran, souhaitent sauver le pays d'un désastre économique annoncé – en raison de l'incurie de la politique conduite par Ahmadinejad – et que seuls les prix élevés du pétrole actuel permettent d'escamoter.

(10) L'une des dimensions de cette politique du Président iranien consiste à «apporter l'argent du pétrole sur la table de chaque famille», avec ses prêts aux jeunes mariés, son soutien à des projets locaux, etc.

iraniennes – et ayant pris un retard considérable dans ses infrastructures. En revanche, sur le long terme, c'est une montée en puissance de l'Iran dans la région, imparable et inscrite dans le cours de l'histoire, qui pose, en soi, un problème stratégique aux modérés arabes.

Conscient de ces dangers, les acteurs sunnites arabes sont en définitive plus inquiétés par une « attitude hégémonique » croissante de Téhéran, qui marque le retour de l'Iran dans la région, que par les velléités nucléaires de ce pays, qui ne représentent, au total, qu'un volet d'une vision plus large et plus dominatrice des Iraniens. Sur ces questions, on perçoit clairement aujourd'hui une différence marquée des priorités qui sont celles du monde occidental (protection du TNP, non-prolifération, sécurité internationale) de celles du voisinage immédiat iranien (hégémonie iranienne avec laquelle les Sunnites arabes se voient aujourd'hui « contraints » de vivre et qu'ils essaient de limiter).

UNE ENTROPIE QUI GÉNÈRE DE NOUVELLES SITUATIONS CONFLICTUELLES

Une coalition sunnite en crise

Les monarchies du Golfe continuent de dresser en ce début d'année 2008 un constat alarmé de la situation régionale et internationale dont elles ont tout à craindre.

La déroute des Etats-Unis en Iraq n'annonce en effet rien de bon pour les régimes du Golfe et les perspectives à venir, qui reposent sur un reflux des troupes américaines à en croire le programme de la majorité des candidats à la magistrature suprême aux Etats-Unis, sont tout aussi préoccupantes. Le dilemme demeure grand pour les Américains : si l'abandon de l'Iraq en l'état paraît impossible – tant il précipiterait la chute du pouvoir « fantomatique » en place en Iraq –, la perspective contraire, qui consisterait à pérenniser la présence américaine, est considérée par les opinions publiques arabes comme une insupportable « occupation » étrangère n'ayant cessé d'être source d'instabilité dans la région. Au total, le spectre d'une partition du pays, avec la « perte sèche » que représenterait pour les Sunnites arabes l'écroulement de l'un des membres fondateurs de la Ligue des Etats arabes, semble s'approcher ou du moins n'est plus exclu (11).

En outre, la politique de démocratisation de la région, sur laquelle Washington est désormais revenue, a été interprétée comme une pression insupportable et inamicale contre les régimes en place, pourtant alliés des Etats-Unis. Cette insistance américaine à ce que les régimes arabes se réfor-

(11) Des doutes persistent sur les intentions américaines à cet égard, comme en témoigne le vote, par le Sénat américain, le 26 septembre 2007, d'un amendement non contraignant du sénateur Biden en faveur d'une fédération de trois régions semi-autonomes en Iraq.

ment et s'ouvrent à la démocratie demeure aujourd'hui dans les discours des dirigeants américains, mais semble désormais inoffensive, indolore et inconsistante – car n'ayant pas survécu à la victoire du Hamas aux élections en Palestine de janvier 2006. Elle aura clairement fait apparaître que la relation qui liait les Arabes modérés à Washington avait en partie changé de nature depuis le 11 septembre : partenaires arabes tenus par les uns pour moins fiables; allié américain considéré par les autres pour moins crédible.

L'activation d'un « bloc sunnite modéré », qu'illustrent de nombreux exemples depuis 2006 (12), se sera matérialisée, lors du Sommet arabe de Riyad (28-29 mars 2007), par la tenue en définitive d'un « sommet sunnite », en présence du Président pakistanais et des Premiers ministres turc et malaisien.

Cette construction « sunnite modérée », qui se met en place dans le monde musulman, est significative de ce désarroi du monde sunnite qui, majoritaire dans l'aire musulmane, se vit comme politiquement minoritaire. Elle apparaît somme toute ambiguë, problématique et à terme dangereuse, car elle participe à la polarisation d'un « croissant chiite » ou, au mieux, à la radicalisation de la communauté chiite, comme on le voit aujourd'hui au Liban – opposition des forces du « 8 mars » formées autour du cheikh Hassan Nasrallah à celles des « Hariristes » du « 14 mars » –, mais également à Bahreïn – radicalisation de la majorité chiite depuis les élections de décembre 2006 – et au sein des minorités chiites saoudiennes – revendication d'une part croissante à la gestion politique et économique du pays. De plus, elle confirme les opinions sunnites dans leur réserve à l'égard des régimes « inféodés » aux Etats-Unis. Enfin, elle éloigne toute solution de sortie de crise en Iraq préservant une unité, de moins en moins assurée, du « bouclier sunnite » dressé depuis l'Empire ottoman face à l'Iran safavide (13).

Sur fond de perte de confiance face à leur protecteur américain, se profilent ainsi des attitudes contradictoires des monarchies du Golfe. Celles-là restent soucieuses, faute d'alternative, de préserver malgré tout l'alliance qui les unit aux Etats-Unis et de vivre avec l'idée que les Américains demeureront à terme les plus forts. A cet égard, la perspective d'une intervention militaire américaine limitée aux installations nucléaires aurait évidemment été de nature à les rassurer, ce qui explique un certain désarroi

(12) On se rappelle la déclaration à « 6 + 2 » des ministres des Affaires étrangères du Conseil de coopération du Golfe, de Jordanie et d'Egypte, réunis avec C. Rice le 17 janvier 2007 au Koweït, appelant à un engagement des Etats-Unis en vue de « *défendre l'intégrité de l'Iraq et la sécurité du Golfe* ».

(13) Les enjeux actuels dans la région ne peuvent en effet se comprendre sans le recul nécessaire qu'apporte son histoire sanglante, où se côtoient Ottomans et Perses safavides, puis Turcs, Iraquiens et Iraniens de part et d'autre d'une frontière politique tracée en 1639 (Traité de Qasr-e Shirin). La plus stable et la plus ancienne du Moyen-Orient, cette frontière n'aura jamais été durablement remise en cause depuis le XVII^e siècle ni même au lendemain de 1918. C'est son tracé qui est aujourd'hui en mouvement : s'il épouse des obstacles géographiques naturels séparant *de facto* un monde farsi à l'Est et arabe à l'Ouest, il demeure imparfait au regard de facteurs religieux, culturels et linguistiques, avec des débordements notables chiites au Sud iraquien et kurdes sunnites au tri-point de jonction turco-iraquo-iranien du Nord.

exprimé par les monarchies du Golfe à la publication du rapport NIE 2007 (14). Rendant caduque toute perspective à court terme d'utilisation de la force militaire en contrepoint des pressions exercées sur l'Iran, ce rapport souligne pour les alliés arabes de Washington le caractère imprévisible et versatile de la politique étrangère et de défense américaine.

Pour autant, les monarchies du Golfe ne souhaitent pas trop hypothéquer l'avenir avec un voisin iranien potentiellement doté et menaçant. C'est notamment le sens qu'on donne aujourd'hui à l'attitude ouverte du roi Abdallah d'Arabie saoudite, tenté qu'il serait de trouver les termes d'un compromis avec Ahmadinejad – sur l'exemple de celui qu'il avait trouvé, du temps où il était Prince héritier, avec le président Rafsandjani) et ayant arbitré en ce sens le débat qui partage l'exécutif saoudien.

C'est l'absence de recul géographique et la vulnérabilité qui dictent la prudence à l'ensemble des acteurs du Golfe, tiraillés entre leurs allégeances occidentales et leurs contraintes régionales. C'est la raison essentielle pour laquelle les monarchies du Golfe demeurent prudentes et circonspectes, en se gardant de prendre des sanctions financières face à l'Iran qui seraient interprétées par Téhéran comme une réelle «déclaration de guerre». Partageant avec l'Iran une politique de bon voisinage, de Dubaï (15) à Doha (16) on ne cesse de s'interroger sur le rapport de force qui oppose la communauté internationale à Téhéran et on souhaite éviter à tout prix de s'engager dans un conflit de cette nature contre le «monde chiite» – ce qui est en soi fort caractéristique de l'évaluation du rapport de force actuel par les Sunnites modérés.

Ailleurs en Egypte et dans le Levant, les Arabes modérés apparaissent aujourd'hui comme impuissants et incapables de projeter leur diplomatie.

Sur fond de malaise politique et social dans une Egypte de plus en plus marquée par une ambiance de «fin de règne», le régime du président Moubarak peine à trouver un positionnement régional qui soit de nature à concilier les attentes d'une opinion publique intérieure «exaltée» – nationaliste, polarisée et anti-américaine –, les intérêts stratégiques du pays – notamment face à la nucléarisation de l'Iran – et une marge d'action capable de préserver l'image d'un pays utile pour la stabilité et la paix régionale. Avec des dizaines de milliers de Palestiniens de la bande de Gaza soumis au blocus d'Israël, qui ont pénétré depuis mercredi 23 janvier 2008 dans le Sinaï après la destruction partielle de la clôture séparant les deux territoires, le dossier palestinien est de nouveau perçu au Caire comme un enjeu de politique intérieure et de sécurité nationale.

(14) Désarroi qui peut paraître paradoxal tant les monarchies du Golfe redoutent un nouveau conflit armé dans la région.

(15) Où vivent près d'un demi-million d'Iraniens.

(16) Qui partage avec l'Iran l'énorme champ gazier de North Field et où la majorité des grandes familles d'affaires sont d'origine iranienne et constituent un soutien au régime.

L'engouement, même superficiel et réversible, que porte l'opinion publique arabe à Hassan Nasrallah et M. Ahmadinejad est patent : ils ont « relevé » la tête du monde arabe et musulman, ont pris la tête du « front du refus » et font face à un monde occidental qui paraît hostile, inamical et incertain. L'*establishment* politique et socio-économique de cette région du monde reste attentiste, méfiant vis-à-vis de toute « mobilisation » des modérés arabes dans le camp des Occidentaux, marqué qu'il est par l'information véhiculée par les chaînes satellitaires du Golfe, qui contribue à délégitimer toute alliance avec Washington.

Des Territoires palestiniens dans l'impasse, minés par une confrontation durable entre un Fatah de plus en plus affaibli et un Hamas probablement plus subi que populaire

L'Accord de La Mecque du 8 février 2007 (17) aura fait long feu, en raison d'un différend stratégique profond, celui du contrôle des forces de sécurité et de police palestiniennes. Dès juin 2007, les échauffourées dans la bande de Gaza auront vu en quelques heures l'Autorité palestinienne et le Fatah s'écrouler, faisant du Hamas le seul maître à bord dans ce territoire.

Depuis lors, un réel doute s'est installé dans les esprits en Palestine et chez les partenaires arabes du président Abu Mazen quant à la capacité de ce dernier et du Fatah à se maintenir à flot et à maintenir leurs positions dans une Cisjordanie plus ou moins préservée pour l'heure. Le limogeage d'Ismaïl Haniyyeh (Premier ministre) en juin 2007, son remplacement par Salam Fayyad et la promulgation d'un décret d'état d'urgence n'auront certainement pas suffi à convaincre ou rassurer les acteurs régionaux sur la « survie », à terme, du Fatah en tant que force politique dominante en Palestine. C'est ainsi que Syriens et Iraniens, soutenant ouvertement le Hamas, font désormais le pari d'un « écroulement » inéluctable du mouvement historique et majoritaire au sein de l'OLP, celui qui aura hissé Yasser Arafat au sommet de la « résistance palestinienne ».

Cette scission croissante entre le mouvement de feu cheikh Yassin et les « légitimistes » du Fatah aura été l'un des facteurs majeurs de la reconfiguration des rapports de force au sein des Territoires palestiniens depuis le décès du président Arafat. Le Fatah demeure incapable structurellement, en dépit d'efforts de compromis – Accord de La Mecque –, de concéder la victoire électorale de janvier 2006 au Hamas, considérant que ce mouvement ne sera jamais en mesure d'évoluer significativement vers une pleine logique de paix avec Israël. Le Hamas, quant à lui, se montre incapable de sortir d'un discours idéologique (non-reconnaissance d'Israël, poursuite à terme d'un projet d'une Palestine dans ses frontières mandataires, *etc.*),

(17) Accord de cessez-le-feu entre le Fatah et le Hamas ayant abouti à un gouvernement d'union nationale d'avril à mai 2007.

tout en préservant l'option d'arriver le moment venu à un compromis avec Israël (trêve illimitée, reconnaissance tacite d'Israël, *etc.*).

Cette analyse conduit à une opposition frontale d'intérêts entre ces deux protagonistes. Le Fatah et Abu Mazen ne pourraient surmonter les épreuves actuelles qu'à condition d'engranger rapidement les bénéfices d'un processus de paix avec Israël. C'est ce qui explique cette persévérance, malgré les difficultés, à tenir la «rampe d'Annapolis» (18). Le Hamas continuerait au contraire à faire le «pari de l'impasse», participant à un «contre-Annapolis» à Damas (24-25 janvier 2008), en présence du Jihad islamique, des Syriens et des Iraniens, et ayant comme objectif stratégique l'étranglement du Fatah et la conquête du pouvoir dans les Territoires.

Sur fond de radicalisation de la situation en Palestine, on craint largement aujourd'hui dans l'ensemble du Moyen-Orient un enlisement durable de cette situation, susceptible à terme d'aboutir au pire des scénarios : celui de la lassitude de la communauté internationale, qui se satisferait d'une zone de tension de faible intensité et de l'abandon, *de facto*, du dossier palestinien sans qu'il ne soit résolu..., tout en représentant pour la scène régionale – l'Égypte avec l'abcès de Gaza notamment – une source de tension irradiante et politiquement ingérable. La situation chaotique qui prévaut aujourd'hui dans les Territoires est donc fortement préoccupante, en dépit des timides avancées d'Annapolis – processus auquel le Hamas n'est pas partie. Les Territoires palestiniens sont actuellement en passe de se «tribaliser» et de s'enfoncer dans une guerre fratricide et par procuration (axe syro-iranien, modérés arabes).

Confusion et absence de lisibilité de la politique d'Israël

C'est cette confusion qui se lit dans les choix politiques et militaires d'Israël depuis la seconde Intifada, la fin d'Oslo et les retraits successifs du Liban-Sud et de Gaza. La guerre des «33 jours» (été 2006) aura, quant à elle, été révélatrice d'un réel vide conceptuel israélien, ayant mis à mal le mythe de l'invincibilité de Tsahal, et d'une absence de stratégie globale et de capacité politique à faire face aux crises actuelles non seulement en Palestine mais également dans la région.

La politique unilatérale de retrait des territoires aura démontré ses limites en l'absence d'une réelle impulsion du processus de paix – d'où l'intérêt pour Israël de le relancer à Annapolis. Le «mur de séparation» aura certes contribué à une baisse de l'intensité des opérations kamikazes en Israël, mais n'a en rien résolu les questions essentielles. Il n'apporte pas du reste une réponse durable à l'action des activistes palestiniens – comme en témoigne la persistance des tirs de Qassam depuis Gaza. Il pollue, en outre, les

(18) Conférence pour la paix au Proche-Orient à laquelle ont pris part Israéliens et Palestiniens le 27 novembre 2007.

possibilités de retour sur la voie d'un règlement politique. On doit désormais s'attendre, après les incidents du mois de janvier à Rafah, à ce que de semblables actes de «sabotage» du mur soient à l'avenir perpétrés en Cis-jordanie. Au-delà même des difficultés d'un Premier ministre prématurément usé par la guerre de l'été 2006, c'est la classe politique israélienne qui paraît désormais en pleine déroute, avec ses scandales à répétition – accusation, entre autres, de corruption de ministres – et l'absence de réel *leadership*. La publication, le 30 janvier 2008, du rapport Winograd n'aura ainsi été qu'un révélateur supplémentaire des «*graves défaillances*» dont a fait preuve le gouvernement Olmert en déclenchant la guerre de 33 jours, ainsi que de l'«*immense et grave cafouillage*» à l'été 2006 qui s'est achevé sans que l'Etat juif ne réalise ses objectifs.

C'est dans cette configuration que s'inscrit aujourd'hui la politique arabe d'Israël, avec la – nouvelle – donne due au soutien aux Palestiniens de l'Iran, du Hezbollah, mais également, de manière renouvelée, de certains pays arabes sunnites. Cette crise révèle une difficulté majeure pour les Israéliens à redéfinir un modèle politique global capable à la fois de contenir la violence dans les Territoires palestiniens, de maintenir durablement le Hezbollah au nord du Litani et d'offrir une perspective de paix négociée avec les Palestiniens, voire les Syriens.

Se trame derrière ces hésitations la tentation d'ajuster la «réponse» israélienne au contexte qui prévaut sur le terrain, c'est-à-dire : assurer une approche strictement sécuritaire dans la bande de Gaza déclarée «entité hostile» en septembre dernier (19); privilégier une approche politique en Cis-jordanie, où l'Autorité palestinienne serait identifiée à Abu Mazen.

Ces dernières aboutiront-elles en 2008 comme ne cesse de le répéter le président G. W. Bush? Rien ne semble moins sûr, tant le processus en lui-même paraît, dans certains cercles israéliens du moins, plus prioritaire que les résultats qui en sortiraient. En témoignent les annonces de reprise de la colonisation (20) dans les Territoires palestiniens au lendemain même du sommet d'Annapolis, alors que s'ouvre un débat en Israël sur une perspective d'«évacuation-compensation» qui serait à même de décongestionner les Territoires et d'enclencher une dynamique de relance du processus de paix.

(19) Déclaration du cabinet de sécurité israélien du 19 septembre 2007 : «*le mouvement islamiste Hamas est une organisation terroriste qui a pris le contrôle de la bande de Gaza et en a fait une entité hostile. Cette organisation mène des activités hostiles contre l'Etat d'Israël et ses citoyens et elle est donc responsable de ces activités*». En décrétant la bande de Gaza «entité hostile», le cabinet de sécurité israélien a ainsi ouvert la voie à une interruption des livraisons de carburant et autres marchandises au territoire palestinien contrôlé par le Hamas – cette mesure ayant été mise à exécution en ce début d'année 2008, avec les conséquences qui en ont découlé.

(20) Le ministre du Logement, Zeev Boim, a certes démenti les projets de construction de 10 000 logements à Atarot (nord de Jérusalem), alors que le maire ultra-orthodoxe de Jérusalem les confirmait. L'extension de Har Homa, colonie israélienne établie en 1997 aux abords de Bethléem, a été quant à elle réaffirmée.

Une confrontation Chiïtes / Sunnites aux conséquences durables et imprévisibles

Il s'agit de l'une des évolutions les plus marquées de ces deux dernières années, subséquente à l'intervention de la coalition en Iraq et latente dans l'ensemble de la région, avec une communauté chiïte revigorée et adossée à un Iran plus puissant et un monde sunnite avec ses muftis crispés sur leurs prérogatives, rappelant, à l'instar des Wahhabites en Arabie saoudite, le statut disqualifié des Chiïtes en terre sunnite.

C'est ainsi que, en Iraq, la polarisation des communautés présage des difficultés croissantes à trouver un équilibre non conflictuel dans le pays – le Kurdistan étant aujourd'hui de moins en moins épargné de la turbulence. Au Liban, la confrontation entre Sunnites et Chiïtes se durcit pour se focaliser sur l'abcès actuel qu'est l'élection présidentielle libanaise. Dans les monarchies du Golfe, ce sont les communautés chiïtes qui réclament une plus large participation dans les affaires internes des pays de la région. Quant au Yémen, le pouvoir central continue d'affronter une rébellion houthisiste qui s'appuie sur une radicalisation chiïte du Zaïdisme.

Cette polarisation des communautés est porteuse d'un potentiel de violence redoutable, car elle réveille des lignes de failles historiques et psychologiques majeures dans la population. De plus, elle met en jeu des forces régionales (CCG, Algérie, Libye, voire Egypte d'une part, Iran d'autre part), bénéficiant d'une manne financière considérable en raison du prix des hydrocarbures et pouvant difficilement se désolidariser pour les uns des Chiïtes, pour les autres des Sunnites arabes jugés en difficulté au Liban ou en Iraq. Elle relève enfin d'acteurs non étatiques, puissants et ramifiés, pouvant échapper à terme à tout contrôle ou régulation des régimes de la région et, partant, déborder l'ensemble de la communauté internationale.

* *
*

Nous assistons ainsi, avec l'affaiblissement relatif des Etats-Unis au Moyen-Orient, à l'émergence d'attitudes opportunistes de la part des principaux acteurs de la région. Ceux-là défendent désormais, dans des marges ne cessant de s'agrandir, des intérêts qui ne sont pas les nôtres et s'inscrivent dans une vision du monde dans laquelle l'Occident n'est plus au centre des jeux et des priorités. C'est ainsi qu'on doit interpréter le rapprochement – certes conjoncturel et sous-tendu de non-dits – turco-syrien, l'intérêt renouvelé de l'Egypte pour la Russie – et *vice versa* – comme une approche plus volontariste des intérêts de Moscou dans la région du Golfe – et en Algérie.

Dans le même temps, les crises de la région, toutes liées et interdépendantes, semblent désormais s'inscrire dans la durée et alimenter un

«pourrissement» généralisé de la situation qui y prévaut. La capacité d'action et d'initiative des principaux acteurs occidentaux paraît durablement réduite face à des conflits qui sont entrés en résonance et sur lesquels peu de leviers peuvent être activés. C'est donc l'ensemble de l'approche géostratégique qui devrait être revue, dans une région où tout reste à faire et le pire à éviter. Le Moyen-Orient apparaît aujourd'hui comme «le» foyer principal d'un désordre international préoccupant où, durant ces cinq dernières années – avec la fin du Processus d'Oslo, le chaos iraquien et la montée en puissance de l'Iran –, la fragmentation, la polarisation et la radicalisation des acteurs irradient de violence l'ensemble de la scène internationale.

Du triptyque Iraq/Iran/Palestine, nul ne sait aujourd'hui l'ordre dans lequel l'administration qui verra le jour le 9 janvier 2009 aux Etats-Unis placera ses priorités. Sur ces trois dossiers, les intérêts de la France convergent sans pour autant que sa stratégie et son approche ne coïncident forcément avec ceux de Washington. L'année 2008 sera probablement celle de l'ajustement nécessaire de Paris, comme celle d'une Union européenne que la France présidera à compter de juillet prochain, à une politique américaine en devenir et qu'il convient d'ores et déjà d'anticiper et accompagner.